

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 577 / Juillet 2019

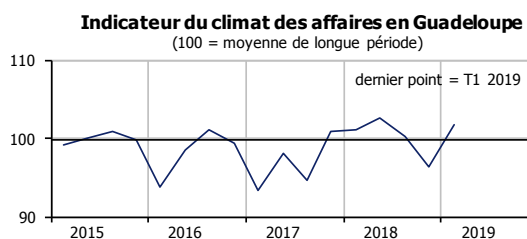
TENDANCES CONJONCTURELLES

1^{er} TRIMESTRE 2019

La conjoncture économique en Guadeloupe

Rebond du climat des affaires

Au premier trimestre 2019, l'indicateur du climat des affaires s'établit à 101,8 points. En progression de 5,3 points, il dépasse sa moyenne de longue période. Les professionnels interrogés par l'IEDOM sont globalement satisfaits du niveau d'activité réalisé sur les trois derniers mois. Pour la première fois depuis 2017, les délais de paiement se stabilisent. En effet, les entreprises poursuivent le renforcement de leur processus de recouvrement.



Source : Enquête de conjoncture IEDOM.

L'activité économique montre tout de même quelques signes de ralentissement. La consommation des ménages s'essouffle légèrement, tandis que la hausse de l'indice des prix à la consommation persiste (+0,3 %). En parallèle, les exportations et les importations baissent (respectivement -13,4 % et -2,7 %, CVS). L'investissement privé diminue, mais demeure élevé. Pour autant, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) recule à fin mars (-0,7 % sur trois mois, CVS).

L'activité à l'échelle sectorielle est hétérogène. Dans le secteur primaire, la production demeure en deçà des niveaux précédant les ouragans de 2017, tandis que le secteur du commerce subit le ralentissement de la consommation des ménages. Le secteur des industries agroalimentaires (IAA) éprouve également des difficultés. Cependant, les secteurs du BTP, du tourisme, des autres industries et des autres services marchands bénéficient d'une conjoncture favorable.

UN LÉGER RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE DANS LA CARAÏBE

Dans ses perspectives économiques d'avril 2019, le FMI prévoit une croissance économique de 3,6 % dans la **zone Caraïbe**¹ en 2019 (+4,7 % en 2018). En parallèle, l'inflation devrait ralentir (+2,4 %, après +3,7 % en 2018). La forte demande touristique en provenance des États-Unis tend à se maintenir, tandis que la stabilisation des prix des matières premières bénéficie aux pays exportateurs de la région. Par ailleurs, dans les îles durement touchées par les ouragans de 2017, les travaux de reconstruction devraient s'accroître.

En **République dominicaine**, la croissance devrait légèrement ralentir cette année à +5,0 % (+5,1 % en 2018). Le nombre d'arrivées à l'aéroport progresse de 4,6 % au premier trimestre 2019, sur trois mois. Le secteur touristique de l'île bénéficie de l'afflux de touristes américains. Toutefois, l'inflation est attendue à un niveau moins élevé (+1,4 %, après +3,6 % en 2018).

Selon le FMI, le niveau d'activité de **Trinidad-et-Tobago** serait stable en 2019, après un léger rebond en 2018 (+0,3 %). Avec une économie basée principalement sur l'industrie pétrolière, les exportations bénéficient de la remontée des prix du pétrole. Le niveau des prix des biens et services de consommation devrait, quant à lui, augmenter au même rythme qu'en 2018 (+1,1 %).

En **Jamaïque**, la croissance prévue est de +1,7 % en 2019 (+1,4 % en 2018), portée par l'activité minière, la construction et le tourisme. La hausse du niveau des prix à la consommation devrait se maintenir (+3,6 %, après +3,7 % en 2018). Dans ce contexte, l'amélioration du marché de l'emploi devrait se poursuivre.

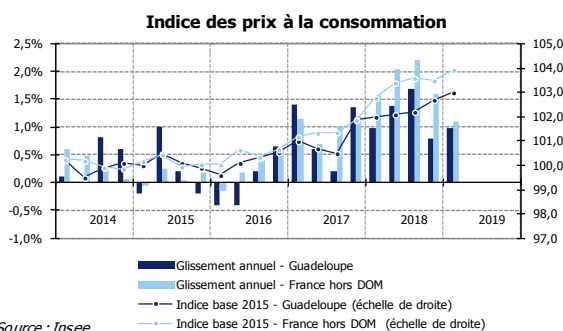
¹ Antigua-et-Barbuda, Aruba, Les Bahamas, Dominique, République dominicaine, Grenade, Haïti, Jamaïque, Saint-Christophe-et-Niévès, Sainte-Lucie, Saint-Vincent et les Grenadines, Trinidad-et-Tobago.

Sources : FMI (Perspectives de l'économie mondiale, avril 2019), Banque interaméricaine de développement, Central bank of the Dominican Republic, Bank of Jamaica.

L'inflation se poursuit

Au premier trimestre 2019, l'indice des prix à la consommation (IPC) des ménages progresse de 0,3 % sur trois mois.

Dans le détail, cette augmentation s'explique par des prix des services plus élevés (+0,7 %). Après la baisse des prix de l'énergie observée en fin d'année 2018 suite à l'augmentation de la production, les prix de ces derniers se stabilisent (-0,1 %). De même, les prix des produits manufacturés et de l'alimentation sont stables.



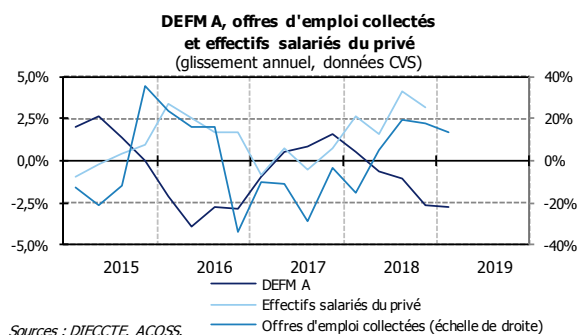
Sur un an, l'IPC progresse de 1,0 % (+1,1 % en France hors DOM), tiré par la hausse des prix des services (+1,1 %). Les prix des produits manufacturés augmentent de 0,7 %.

La demande et l'offre d'emploi diminuent

Fin mars 2019, 54 540 demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A, CVS) sont recensés par Pôle emploi, soit une baisse de 0,7 % (CVS) sur le trimestre.

Le nombre d'offres d'emploi collectées diminue pour le deuxième trimestre consécutif (-1,5 %, en moyenne trimestrielle, CVS).

En glissement annuel, les offres d'emploi enregistrées progressent de 13,6 % (en moyenne trimestrielle, CVS). À l'inverse, le nombre de DEFM A baisse de 2,8 % (CVS).

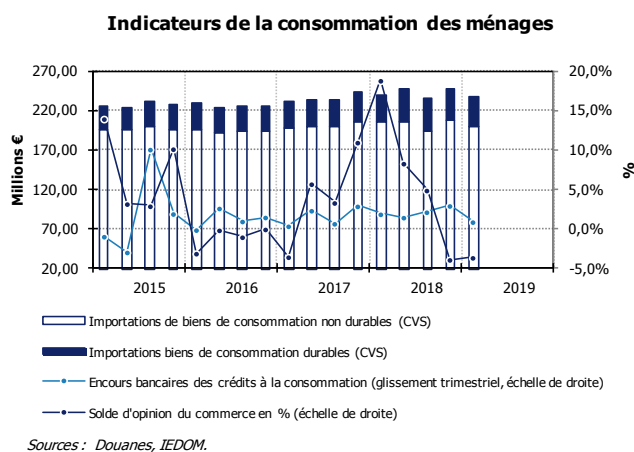


La consommation des ménages ralentit légèrement

Au premier trimestre 2019, les importations de biens de consommation non durables reculent de 4,7 % (+7,5 % au quatrième trimestre 2018, CVS). Les importations des produits des industries agroalimentaires diminuent au même rythme alors qu'elles étaient en hausse au trimestre précédent. En parallèle, les importations de biens de consommation durables marquent également le pas (-3,8 %, CVS).

En termes de financement, l'encours des crédits à la consommation ralentit (+0,9 %, après +3,0 % au quatrième trimestre 2018). Les professionnels du secteur du commerce interrogés par l'IEDOM font état d'une dégradation de leur activité pour le deuxième trimestre consécutif.

En glissement annuel, les importations de biens de consommation durables et l'encours bancaire des crédits à la consommation s'inscrivent en hausse (respectivement +11,6 % CVS et +7,8 %). À contrario, les importations de biens de consommation non durables diminuent (-3,3 %, CVS).

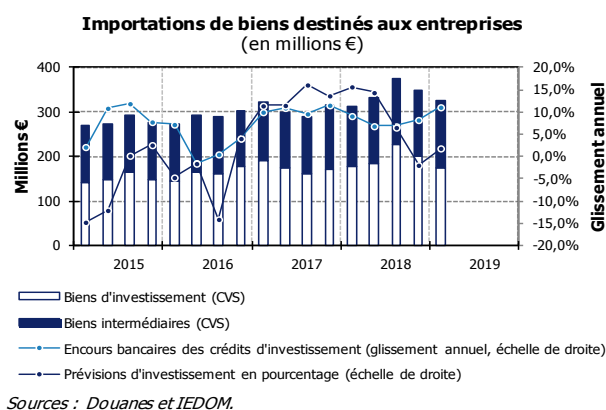


Un investissement en baisse mais les niveaux restent élevés

Au premier trimestre 2019, les importations de biens d'investissement et de biens intermédiaires diminuent (respectivement -12,3 % et -1,0 %, CVS), après une forte hausse liée aux importations dans le secteur aérien au cours du second semestre 2018. Globalement, les importations de biens d'investissement et de biens intermédiaires demeurent élevées. Selon l'enquête de conjoncture de l'IEDOM, l'investissement privé devrait enregistrer une légère progression sur les douze prochains mois.

En parallèle, les crédits d'investissement et les crédits immobiliers augmentent (respectivement +5,9 % et +0,5 %).

En glissement annuel, les importations de biens intermédiaires s'orientent à la hausse (+10,1 %, CVS). Les importations de biens d'investissement diminuent (-1,7 %, CVS). Sur un an, l'encours des crédits d'investissement progresse de 11,1 %. Les crédits immobiliers, quant à eux, augmentent de 4,5 %.



Baisse des exportations et des importations

Au premier trimestre 2019, les exportations baissent de 13,4 % (CVS). Il s'agit essentiellement d'une diminution des exportations de biens d'investissement (-48,0 %, CVS), après des ventes de bateaux réalisées au trimestre précédent. Les exportations de produits agricoles, sylvicoles et de la pêche progressent sur trois mois (+9,3 %, CVS), tirées par les exportations de bananes (+31,7 %, CVS).

Sur la même période, les importations baissent de 2,7 % (CVS). Les importations de biens d'investissement et de biens de consommation durables reculent (respectivement -12,3 % et -3,8 %, CVS). Ces évolutions sont atténuées par la hausse des importations d'énergie (+15,3 %, CVS), tirées par les produits pétroliers (+18,1 %, CVS).

Sur un an, les importations augmentent de 3,6 % (CVS). Les importations d'énergie et de biens intermédiaires progressent respectivement de 12,5 % et de 10,1 % (CVS). En parallèle, les exportations reculent en glissement annuel (-12,3 %, CVS) du fait de la baisse des exportations des biens d'investissement (-38,6 %, CVS).

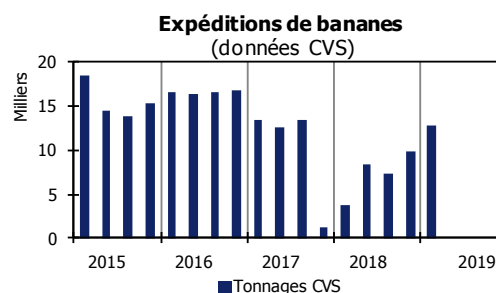
Une activité sectorielle en demi-teinte

Les chefs d'entreprise interrogés par l'IEDOM profitent, pour la plupart, du début d'année pour réévaluer leurs tarifs tandis qu'ils bénéficient d'un allègement de leurs charges. Dans ce contexte, ils poursuivent le renforcement de leurs effectifs. Par ailleurs, la dégradation des délais de paiement se stabilise pour la première fois depuis 2017. Cependant, ils continuent de peser sur la trésorerie des entreprises.

En termes de financement, l'encours des crédits à court terme progresse de 1,8 %, en particulier dans les secteurs primaire, du BTP et du commerce (respectivement +42,5 %, +8,2 % et + 7,0 %). Plus précisément, l'encours augmente en faveur des entreprises de commerce de détail (+18,7 %) et de commerce de gros (+5,5 %), tandis qu'il baisse pour celles de commerce automobile (-2,6 %). À moyen et long terme, l'encours des crédits augmente de 3,4 %, notamment dans les secteurs des industries (hors IAA) (+25,9 %), primaire (+17,5 %), du tourisme (+6,7 %) et des autres services marchands (+0,8 %). L'encours des crédits à moyen et long terme diminue dans les autres secteurs.

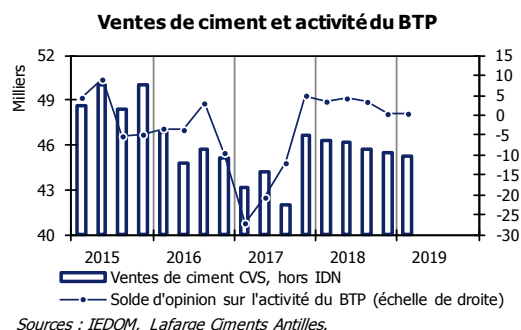
Dans le secteur **primaire**, les exportations de bananes progressent de 31,7 % au premier trimestre. Elles représentent 96,4 % du volume exporté en 2017 à la même période. Dans l'élevage, le volume de porcins abattus augmente (+1,3 % sur trois mois, CVS), tandis que les abattages de bovins diminuent légèrement (-0,5 %, CVS).

Dans un contexte de baisse de la consommation des ménages, les professionnels du secteur des **IAA** considèrent que leur activité est mal orientée au premier trimestre. Les exportations et les importations du secteur reculent (respectivement -5,6 % et -4,7 %, CVS). Les chefs d'entreprise interrogés anticipent toutefois un deuxième trimestre mieux orienté.



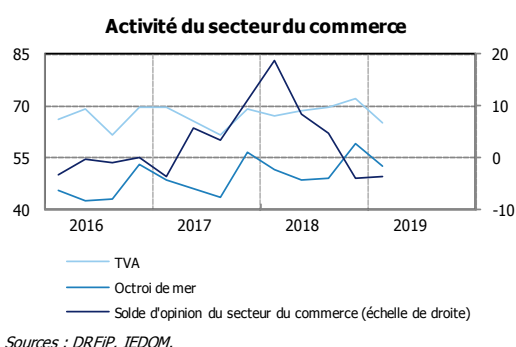
L'activité est jugée satisfaisante dans le secteur des **autres industries**, selon les chefs d'entreprise interrogés. Le secteur profite toujours du climat favorable dans le BTP. Au deuxième trimestre, l'activité du secteur devrait se stabiliser.

Dans le secteur du **BTP**, l'activité est stable. Les ventes de ciment sont encore plus élevées qu'en 2016 et 2017, en dépit d'une légère baisse au premier trimestre (-0,6 %, CVS). En parallèle, les effectifs salariés progressent sur trois mois (+3,3 %). Cependant, le nombre de permis de construire des logements recule (-9,6 %). Cette



Dans un contexte de ralentissement de la consommation, les professionnels du secteur du **commerce** font preuve d'un certain pessimisme. Si leurs charges s'allègent, leur trésorerie se dégrade en dépit de la hausse des prix. Sur trois mois, l'octroi de mer et la taxe sur la valeur ajoutée collectés reculent (respectivement -11,3 % et -10,0 %).

baisse est liée à la réglementation en vigueur : certaines communes n'ont pas encore adopté de plan local d'urbanisme, et par conséquent autorisent les constructions selon le règlement national d'urbanisme. Dans ce cadre, les permis de construire sont plus difficilement délivrés en raison de critères plus contraignants. Les professionnels du secteur sont optimistes concernant le deuxième trimestre en raison d'un volume d'activité garanti par les chantiers d'envergure en cours.



Dans le secteur du **tourisme**, l'activité du premier trimestre de 2019 est stable. Le nombre de passagers (hors transit) à l'aéroport diminue légèrement (-0,3 %, CVS). Le nombre de croisiéristes recule de 8,9 % en glissement annuel mais demeure élevé. Près de 50 000 croisiéristes de plus sont enregistrés par rapport aux trois premiers mois de 2016 et 2017. Les chefs d'entreprise du secteur anticipent une amélioration de l'activité au deuxième trimestre 2019. Ils s'attendent à une amélioration de leur trésorerie concomitante à un allègement des charges. Dans ce contexte, ils envisagent d'augmenter leurs effectifs.

L'activité des **autres services marchands** est bien orientée au premier trimestre. Cependant, les perspectives sont négatives au deuxième trimestre. Les chefs d'entreprise du secteur s'attendent à une dégradation des délais de paiement et de leur trésorerie.

FLECHISSEMENT DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE MONDIALE

Le ralentissement de l'activité économique mondiale observé en 2018 devrait se confirmer en 2019 selon les dernières estimations du FMI, qui anticipe une croissance du PIB de 3,3 % en 2019 (+ 3,6 % en 2018). La prévision pour 2019 est inférieure de 0,4 point de pourcentage à celle publiée en octobre 2018. La montée des tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis a pénalisé l'activité mondiale au cours des derniers mois, alors que la production industrielle et l'investissement sont restés faibles dans la plupart des pays avancés et émergents.

Aux États-Unis, la croissance du PIB a accéléré au premier trimestre 2019 pour s'établir à 0,8 % en variation trimestrielle, après une hausse de 0,5 % au trimestre précédent. Cette tendance s'explique principalement par la reprise des dépenses publiques, l'accroissement de l'investissement privé et l'orientation favorable du commerce extérieur. Le FMI anticipe une croissance de 2,3 % sur l'année.

Dans la zone euro, le PIB a progressé de 0,4 % au premier trimestre 2019 après une hausse de 0,2 % au quatrième trimestre 2018. L'inflation continue d'être modérée à fin mars (+1,4 %) tandis que le taux de chômage s'est établi à 7,7 %, son niveau le plus faible depuis septembre 2008. En 2019, la croissance du PIB devrait ralentir à 1,3 % selon les estimations du FMI (+1,8 % en 2018).

Selon l'Insee, la France a enregistré une hausse du PIB de 0,3 % au premier trimestre 2019, soit le même rythme qu'au trimestre précédent. Si la consommation des ménages a rebondi, l'investissement ralentit légèrement, tout comme la consommation des APU et les exportations. La Banque de France prévoit pour l'ensemble de l'année un essor du PIB de 1,4 %, légèrement inférieur au rythme enregistré en 2018 (+1,6 %).

Au Japon, le PIB s'est accru de 0,5 % au premier trimestre 2019 après une hausse de 0,4 %. Cette légère accélération est principalement attribuable à une meilleure orientation des exportations et à la hausse des dépenses publiques. En 2019, la croissance devrait s'établir à 1,0 % (+0,8 % en 2018), principalement soutenue par les mesures budgétaires supplémentaires mises en œuvre.

Enfin, la croissance devrait légèrement ralentir dans les pays émergents et en développement en 2019 (+4,4 % selon le FMI après +4,5 % en 2018). Ce repli s'explique principalement par le fléchissement de l'activité en Chine (+6,3 % anticipés pour 2019) et par les difficultés économiques rencontrées par la Turquie et l'Argentine.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 22 mai 2019.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : G. GENRE-GRANDPIERRE – Responsable de la rédaction : D. LAURET
Rédaction : T. COMBET – R.-M. JEAN
Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : juillet 2019 – Dépôt légal : juillet 2019 – ISSN en cours